

**COLLECTIF FEMINISTE
CONTRE LE VIOL**

VIOLS FEMMES INFORMATIONS

N° national 0 800 05 95 95

APPEL GRATUIT / ANONYME / LUN-VEN 10H-19H

**AU PCF C'EST ZÉRO
TOLÉRANCE
FACE AUX
VIOLENCES
SEXISTES
& SEXUELLES**



**> PARTI
COMMUNISTE
F... ÉMINISTE !**

NOTICE À L'USAGE DES MILITANT·E·S COMMUNISTES



DEVENONS ACTRICES ET ACTEURS D'UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

L'émancipation de l'autre nous émancipe aussi. Il ne peut y avoir d'émancipation s'il y a de la violence quelle qu'elle soit. Or, une femme sur deux déclare avoir été confrontée au moins une fois dans sa vie à des violences sexuelles.

Avec la vague #Metoo nous avons assisté à une libération historique de la parole des femmes et à une démonstration unique de l'ampleur du sexisme de par le monde quelle que soit la classe sociale.

Comme Laurence Cohen l'écrivait : « Camarades, réveillez-vous ! La question qui nous est posée en urgence est de savoir si le PCF va être un acteur majeur de ce mouvement des femmes qui remet en cause les fondements de la société ou s'il va être spectateur ». Au MJCF, en accord avec nos engagements de congrès, nous avons décidé de changer et d'agir. Nous savons que les jeunes femmes et personnes LGBTI sont surexposées aux violences et à toutes les formes d'assignations sexistes dans leurs relations amoureuses, leur scolarité, leur quartier ou sur le net ; confrontées à des formes spécifiques de violences et cibles favorites des réseaux de prostitution. Elles passent encore trop souvent sous les radars des circuits de repérage et d'aide. C'est dans ce contexte que le PCF, le MJCF et le CFCV ont décidé de signer une convention, afin d'apporter un soutien aux victimes et de combattre ces violences.

Contre les LGBTI-phobies, le racisme, les violences sexistes et sexuelles, nous ne choisissons pas la facilité, nous ne choisissons pas la fatalité, nous choisissons d'être actrices et acteurs, individuellement et collectivement de ce changement de société, de cette révolution féministe qui se construit, y compris dans notre organisation des jeunes et étudiant·e·s communistes de France.

Camille LAINÉ

secrétaire générale

du Mouvement jeunes communistes de France



« Le Parti communiste français a la volonté d'être le PCF : parti communiste féministe.

D'une part parce que nous portons le combat féministe comme un combat essentiel pour le changement progressiste de société, un combat premier pour lutter tout à la fois contre le patriarcat et le capitalisme, comme par exemple sur la question de l'égalité salariale et professionnelle. Mais aussi parce la place des femmes en politique à égalité avec les hommes n'est toujours pas un acquis malgré la loi sur la parité.

Parce qu'également dans notre société les personnes LGBTQI sont toujours victimes de discriminations et de violences inadmissibles, qui parfois comme pour le sexisme se cumulent au racisme et autres discriminations. Enfin et en conséquence pour le parti communiste, parce que chaque adhérent·e doit pouvoir militer sereinement dans le respect de sa parole et de l'intégrité de sa personne. Le militantisme au parti communiste doit être aussi un levier d'émancipation personnel, comme pour la société.

Les comportements violents ne peuvent avoir droit de cité dans nos organisations.

Ensemble, nous réaffirmons notre engagement féministe, pour les droits des femmes, pour les droits de toutes et tous, quelles que soient leur orientation sexuelle et identité de genre.

Nous condamnons les violences sexistes et sexuelles. C'est un point sur lequel nous devons être exemplaires individuellement et collectivement.

Cette année, nous avons décidé de signer une convention avec l'association *Collectif féministe contre le viol* (CFCV), qui est désormais à disposition des camarades pour recueillir la parole des victimes, les accompagner dans un suivi individuel et, quand les victimes le souhaitent, vers la police et la justice. Ensuite, saisi par le CFCV, le dispositif *Tolérance zéro* interne au PCF et au MJCF peut accompagner dans leurs démarches et préconiser des sanctions en interne auprès de la commission des conflits.

Mais collectivement organisons-nous pour créer dans nos structures locales et nationales un environnement qui prévienne les violences. Au nom de toutes et tous les communistes, je réaffirme mon soutien aux victimes. En aucun cas, une personne

violente n'a de place au PCF. Sans se substituer à la justice, nous sommes plus que jamais déterminés à faire appliquer la règle inscrite dans nos statuts : « L'exclusion de tout adhérent·e qui, par son comportement, portera atteinte à la dignité humaine ». Nous invitons toutes les sections et fédérations à engager un temps d'échange sur les violences sexistes et sexuelles avec tou·te·s les militant·e·s communistes, ainsi que le MJCF.

Ce livret est à votre disposition, et peut être un support, une aide matérielle précieuse, il faut en faire un outil indispensable ! J'ai voulu avec Hélène Bidard, responsable de la commission féministe et droits des femmes du PCF, qu'il soit commun au MJCF et au PCF et distribué à tou·te·s les adhérent·e·s de nos organisations. Nous avons collectivement les ressources pour prendre un temps d'avance et participer à faire progresser toute la société vers plus d'émancipation en portant les combats féministes toutes et tous ensemble. »

Fabien Roussel
secrétaire national du PCF



LE FÉMINISME EST LA CONDITION DE L'ÉMANCIPATION HUMAINE

Nous sommes communistes, nous nous battons pour l'émancipation de toutes et tous et contre toute forme d'aliénation et de discrimination.

Or, de quoi parlons-nous ? Le sexisme, le harcèlement, ce n'est aucunement une question de drague, d'amour, de sentiments, ce n'est qu'une question de pouvoir ! Celle de la prise de pouvoir symbolique ou physique du corps de l'autre, celle de l'atteinte à son intégrité psychique également. Le sexisme est le bras armé d'un système de domination : le patriarcat. Et celui-ci coexiste parfaitement avec le capitalisme, et même le conforte. Nous devons considérer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles comme un préalable à toute possibilité d'émancipation.

Plus globalement nous devons considérer la lutte pour l'égalité femme-homme non comme une thématique un peu de côté, mais comme une lutte contre un système de domination à part entière. Le féminisme n'est pas un prétexte mais la condition de l'émancipation humaine. Nous devons devenir un parti véritablement féministe.

4

Notre objectif doit être clair : toute femme et personne LGBTI qui décide d'adhérer ou de militer au PCF doit être accueillie en toute bienveillance, nécessaire à son émancipation par et pour son militantisme ! Parce que nous portons le combat des droits humains et de l'émancipation humaine, nous avons en tant que communiste un devoir d'exemplarité féministe, et de bienveillance individuelle et collective.

Le PCF et le MJCF ont signé une convention avec le *Collectif féministe contre le viol* (CFCV) et ont ainsi mis en place une cellule d'écoute indépendante mais en partenariat afin de recueillir la parole des victimes.

Pour rappel, des adhérentes du MJCF, des JC et de l'UEC, ont dénoncé des agressions sexuelles dont elles ont été victimes. Le PCF a exprimé son soutien sans faille à ces jeunes femmes et à l'ensemble des victimes. Il a salué le courage qui les anime dans le prolongement du mouvement de libération de la parole des femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Le PCF avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et le MJCF avec Camille Lainé, secrétaire générale du MJCF, se sont engagés à agir et à signer une convention avec un organisme externe d'alerte et d'aide aux victimes. C'est chose faite et vous retrouverez dans ce livret tous les éléments pour que chaque camarade puisse savoir quand et comment agir au mieux, en toute fraternité.

Hélène BIDARD

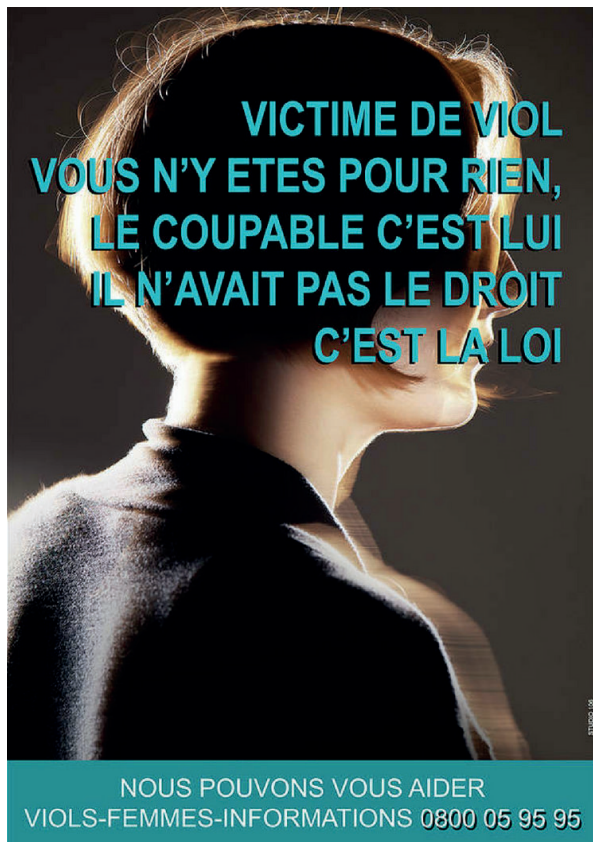
responsable
commission nationale du PCF
féminisme et droits des femmes

COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

VIOLS FEMMES INFORMATIONS

N° national 0 800 05 95 95

APPEL GRATUIT / ANONYME / LUN-VEN 10H-19H



NOS OBJECTIFS

Lutter contre le viol intra- et extrafamilial et agir contre toutes les violences et agressions sexuelles.

Donner la parole aux victimes, quels que soient leur sexe, âge, nationalité, religion, préférence sexuelle, afin de briser le silence qui entoure les violences sexuelles et fait encore trop souvent de la victime une coupable.

Contribuer à une prise de conscience individuelle et collective de ce qu'est le viol : un crime dont les racines se trouvent dans l'inégalité entre les femmes et les hommes.

Réaliser des études à partir du témoignage des appelantes afin de faire prendre conscience des réalités des violences sexuelles.

Participer à la construction d'une société fondée sur l'égalité entre femmes et hommes et sur la reconnaissance de leur propre identité et dignité.

COMMUNICATION

 <https://cfcv.asso.fr>

Le Collectif féministe contre le viol a été créé en 1985 pour réagir contre les viols commis dans des lieux publics de la région parisienne, en pleine rue ou dans des transports en commun, devant des témoins passifs.

Le 8 mars 1986, avec l'appui financier du ministère des Droits des femmes, le CFCV a ouvert la permanence téléphonique nationale gratuite *Viols Femmes Informations*.

Cette permanence propose aux personnes qui ont subi des violences sexuelles une écoute, un soutien solidaire, des informations pour les démarches qu'elles veulent entreprendre, tout en préservant leur anonymat si elles le désirent. En rassemblant les appels, le CFCV entend porter la parole des victimes, faire connaître la réalité du viol pour la personne et la société. Le numéro est gratuit et anonyme.

NOS ACTIVITÉS

Permanence téléphonique *Viols femmes informations*

Apporte aux personnes qui ont subi des violences sexuelles une écoute, un soutien, une solidarité ainsi que des informations nécessaires aux différentes démarches qu'elles peuvent entreprendre, tout en respectant leur anonymat.



lundi > vendredi
10:00 > 19:00

5

Groupes de parole

Afin de permettre aux femmes ayant été victimes de viols et d'agressions sexuelles de se reconstruire ensemble. Pour plus d'informations, appeler le 0 800 05 95 95. Ces groupes sont organisés en Île-de-France. Si vous habitez un autre département, appelez le 0 800 05 95 95 afin d'être orientée vers des structures sur votre territoire.

Accompagnement aux procès

Afin d'organiser un accompagnement en procès aux victimes isolées durant le procès de leur(s) agresseur(s), le CFCV dispose d'un réseau d'associations partenaires et de bénévoles pour permettre soutien et solidarité autour de la victime. De manière occasionnelle, le CFCV peut également ester en justice et se constituer partie civile aux côtés d'une ou plusieurs victimes. Pour plus d'informations, appelez le 0 800 05 95 95.

Formation de professionnel-le-s

Depuis 1985 nous formons professionnel-le-s et militant-e-s à la prise en charge des victimes de viols. En 2016, plus de 3 000 professionnel-le-s dans toute la France qui ont été formé-es par notre équipe. Si vous êtes intéressé-e, rendez-vous sur l'onglet *Se former* pour plus d'informations ou appelez le numéro administratif **01 45 82 73 00** · 09:00 > 13:00.

Outils d'information

Vous ne savez pas si ce que vous avez vécu est un viol ? Vous cherchez des informations ? Vous vous renseignez en tant que professionnel-le ? Vous cherchez des informations car vous souhaitez sensibiliser d'autres personnes sur les réalités des violences sexuelles ? Nous publions régulièrement des études statistiques, des documents d'information et d'accès aux droits que nous publions sur notre site. Nous relayons également le travail de nos partenaires afin de vous offrir le plus d'informations possibles.



QU'EST-CE QUE LE CONSENTEMENT ?

D'après une enquête de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), 10,7 % des femmes et 6,9 % des hommes entre 18 et 29 ans considèrent que leur première fois a été « acceptée mais pas vraiment souhaitée ». Ces chiffres nous obligent à nous questionner sur le consentement. Céder : est-ce consentir ?

Le consentement sexuel est l'accord qu'une personne donne à son ou sa partenaire au moment de participer à une activité sexuelle.

Un accord donné à l'avance n'est plus forcément valable au moment de l'activité sexuelle, il faut régulièrement vérifier son maintien. Le consentement peut effectivement être retiré à tout moment, et cela doit mettre fin à l'activité sexuelle en cours. Rien n'empêche de revenir sur un consentement précédemment exprimé : mieux vaut reporter ou stopper une pratique que la subir sans désir. Le consentement peut être retiré par des signes verbaux ou non-verbaux, auxquels le ou la partenaire doit être attentif·ve, et qu'il doit obligatoirement prendre en compte. Il est nécessaire que chacun et chacune apprenne à dire et à écouter le « non ».

De plus, chacun·e des participant·e-s doit être en mesure d'exprimer son consentement avant d'entreprendre toute nouvelle étape de l'activité sexuelle ; c'est-à-dire que le consentement d'une personne n'est plus valide dès lors qu'elle n'est plus en mesure de l'exprimer (alcool, drogue, perte de connaissance, etc.)

Ce consentement doit être donné de façon volontaire, c'est-à-dire qu'il doit s'agir d'un choix libre et éclairé. Si le choix n'est pas libre et éclairé, le consentement n'est pas valide.

Si une personne refuse de participer à une activité sexuelle avec une autre personne et qu'elle est forcée de le faire, il n'y a alors aucun consentement de sa part. Toute personne poursuivant un acte sexuel malgré l'absence de consentement commet donc une agression sexuelle, voire un viol en cas de pénétration sexuelle.

Attention cependant, un accord exprimé n'est pas toujours un réel consentement. Nous devons porter notre analyse plus loin : à l'origine du consentement, il doit y avoir un désir mutuel et partagé. Ce désir doit

être à l'origine de toute relation sexuelle, le consentement n'en étant dans l'idéal que l'expression. Il ne s'agit donc pas de quelque chose que l'on peut obtenir ; on n'arrache pas le consentement ! Une absence de résistance physique n'est pas un consentement. Un acte obtenu par violence, contrainte, menace ou surprise ne peut en aucun cas être considéré comme consenti.

De même, il ne doit y avoir aucune pression à l'origine de cette relation. Personne ne doit subir un rapport sexuel non désiré. Il ne doit jamais être question de céder, de se forcer, d'avoir peur de vexer, de vouloir avoir la paix, de redouter une réputation... En face, le partenaire ne peut pas faire semblant de ne pas voir les signes d'une absence de désir, ou décider que son envie passe avant l'envie de l'autre.

Nous militons en ayant en tête les divers mécanismes de domination. Ces systèmes de domination ne disparaissent pas comme par magie devant une activité sexuelle...

Ainsi, dans une société marquée par les relations de pouvoir et d'oppression, les pressions qui peuvent faire du consentement une acceptation de la domination, en permettant d'imposer un acte sans réel désir, sont nombreuses : pression sociale, pression hiérarchique, pression financière, pression émotionnelle, chantage, écart d'âge et particulièrement le cas des mineur·e-s, exploitation de victimes de violences sexuelles en état de dissociation traumatique, pseudo « devoir conjugal », réclamation « par amour, pour faire plaisir », etc. Ces pressions ne sont jamais acceptables.

Le consentement donné doit toujours être réellement libre et éclairé, c'est-à-dire libéré de toute contrainte ou pression. Céder n'est donc pas consentir.

LE PRIVÉ EST POLITIQUE

En 1971, Erin Pizzey crée le premier refuge du Women's Aid (aide et assistance pour les femmes), dans la banlieue de Londres. Elle en parle dans un livre fondateur, *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre*.

Ce livre, le premier du genre, regroupe les témoignages de femmes battues dans le cadre domestique, récits dramatiques mais de situations déjà distancées. S'associant à cette lutte, Benoîte Groult écrit dans sa préface : « Toutes ces femmes qui racontent leur enfer presque sans révolte se sont tues trop longtemps. C'est à nous de crier pour elles. » Le titre est fort. Si les voisins entendent, que pourrait-il se passer ? Malheureusement, pas grand-chose. La famille, le couple, cellules sacralisées, ont longtemps été imperméables à toute intervention politique, à toute intervention extérieure. On ne se mêle pas des affaires des autres, on ne veut pas d'ennuis.

Depuis les années 70, la situation a changé. Plus les femmes sont entrées dans le monde du travail, plus la politique est entrée dans le quotidien des femmes. Pour autant, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint tous les 2 jours et demi. Les politiques publiques ne montrent aucune volonté de prendre les mesures nécessaires. Au contraire, les subventions aux associations ne cessent d'être réduites, mettant en danger la prise en charge des femmes victimes de violences.

Les associations ne suffisent pas. Les témoins, les proches, les voisins, tout le monde a un rôle à jouer. Oui, le privé est politique. Il n'est aujourd'hui plus possible d'entendre hurler une voisine sous les coups de son conjoint et de ne pas appeler la police. Il n'est pas possible de voir une agression sexuelle lors d'une soirée sans intervenir. Le degré de gravité des violences faites aux femmes est tel que chaque intervention pour leur venir en aide est nécessaire.

Considérer que l'on doit venir en aide à une victime, c'est aussi l'exigence de savoir quels sont les bons gestes et bonnes réactions. Lorsqu'on voit quelqu'un s'étouffer dans un restaurant, on ne se précipite pas dessus sans savoir comment intervenir. On apprend, en amont, les gestes qui sauvent.

Les premières interventions sont cruciales et vous pouvez retrouver des informations dans la colonne ci-contre « Comment recueillir la parole des victimes ». Souvent, on a peur d'être trop brusque en incitant les victimes à aller consulter des spécialistes et professionnels alors qu'elles viennent de vivre un traumatisme. Si en aucun cas on ne doit forcer la victime à quoi que ce soit, on doit être en mesure de lui donner toutes les possibilités.

Respecter l'anonymat est bien évidemment fondamental. On ne trahit jamais la confiance d'une victime. Cela peut aggraver sévèrement son traumatisme.

Ce livret est un outil pour savoir comment porter assistance, porter secours à une victime. Si vous ne savez pas comment réagir mais que vous êtes face à une victime qui vous demande de l'aide, vous pouvez aussi l'accompagner vers une association citée dans le livret, dans un commissariat, chez un médecin.

COMMENT RECUEILLIR LA PAROLE D'UNE VICTIME ?

« Le viol est un crime que subissent en France plus de 86 000 femmes adultes chaque année. Près de 90 % des agresseurs sont des proches. La souffrance des victimes est majorée par la honte, la culpabilité, l'absence d'écoute et de compréhension auxquelles elles se heurtent, d'autant plus que le violeur est souvent une personne de leur entourage », déclare Mme Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

« À qui en parler ? Qui peut l'entendre ? Qui peut comprendre ? Victime d'un viol, une femme a besoin qu'on lui dise que le seul coupable et responsable est celui qui a commis les faits, qu'elle n'y est pour rien et qu'on peut l'aider. Victime d'un viol, elle a besoin d'écoute, de soutien, de justice, de soins. Elle pourra alors surmonter les effets du viol, faire valoir ses droits, reprendre sa route », rappelle le Dr Gilles Lazimi, coordinateur de la campagne.

« Libérer la parole est la première étape de la reconstruction d'une victime de viol », rappelle Mme Marie-France Casalis, responsable des formations au CFCV. « Après un viol, pour en parler, pour être aidée et soutenue, les forums internet et les réseaux sociaux ne sont pas les bons interlocuteurs », rappelle le Dr Gilles Lazimi. Aujourd'hui, quand une femme se pose une question, elle va très souvent chercher la réponse sur des forums internet, même lorsqu'il s'agit d'une question concernant un sujet aussi grave que le viol. La campagne utilise ce point de départ pour rappeler que le bon réflexe à adopter est de poser ces questions à de véritables professionnel·le·s.

Plus d'informations sur www.cfcv.asso.fr.

LE VIOLENTOMÈTRE DES MILITANT·E·S

Tout va bien ! Les membres de ton organisation te respectent quand...

- 1 On te laisse exprimer tes idées, tes questions et tes doutes.
- 2 On respecte ta vie privée, ton identité, ton genre, ton orientation sexuelle, tes origines sociales.
- 3 On te fait prendre part aux décisions collectives
- 4 On s'assure de ton accord pour les tâches à accomplir ou initiatives à mener dans lesquelles on t'inscrit.
- 5 On prend le temps de te demander si tu vas bien et comment tu gères ton militantisme.
- 6 On te laisse la maternité des idées que tu exprimes, on valorise ton apport militant.

Vigilance, dis stop ! Parles-en avec des camarades, ce n'est pas normal quand...

- 7 On te coupe systématiquement la parole, on t'explique ce que tu sais déjà ou ce que tu dois penser (*mansplaining*, *maninterrupting*).
- 8 On t'assigne à des tâches ou responsabilités qui ne te correspondent pas, parce que tu es une femme.
- 9 On commente ta tenue vestimentaire, ton physique...
- 10 On juge tes relations privées, on te pose des questions indiscretes sur ta vie privée et intime.
- 11 Tu es victime de blagues, propos sexistes.
- 12 On te propose de faire adhérer des hommes en les séduisant.
- 13 On se moque de toi en public.
- 14 On rabaisse tes opinions et tes projets avec des propos sexistes.
- 15 On te fait du chantage si tu refuses de faire quelque chose.

Protège-toi, demande de l'aide ! Saisis les référent·e·s contre les violences sexistes et sexuelles quand...

- 16 Tu es victime de messages à connotation sexiste ou sexuelle, appels, sollicitations à répétition malgré tes refus.
- 17 On insiste pour que tu consommes de l'alcool, des produits stupéfiants.
- 18 Tu es victime d'attouchements sans ton consentement.
- 19 On te menace de diffuser des photos intimes de toi.
- 20 On t'oblige à regarder ou on t'envoie des images pornographiques.
- 21 Tu es victime de violences physiques, sexuelles ou verbales.
- 22 On t'oblige à avoir des relations sexuelles.

VICTIME OU TÉMOIN, QUE FAIRE ?



Si tu es victime ou témoin de harcèlement sexuel, agression sexiste, violence sexuelle ou viol, tu peux saisir le **Collectif féministe contre le viol (CFCV)**.

Le CFCV apporte aux personnes qui ont subi des violences sexuelles

une écoute, un soutien, une solidarité, ainsi que les informations nécessaires aux différentes démarches qu'elles peuvent entreprendre, tout en respectant leur anonymat.

- Si tu mentionnes que tu subis ces agressions au sein du MJCF ou du PCF, le CFCV te rappellera qu'il existe une convention entre le PCF, le MJCF et le CFCV. Avec ton accord le CFCV saisira les référent·e·s du MJCF et/ou du PCF pour leur permettre d'agir en interne de nos organisations.
- Avec ton accord les référent·e·s du dispositif PCF et MJCF pourront saisir ensuite la commission des conflits et émettront un avis à la commission des conflits, si tu le souhaites, anonyme. Ainsi, si tu le souhaites, ce sont les référents PCF et/ou du MJCF qui agiront en interne auprès de la commission des conflits.
- La commission des conflits se référant aux statuts prend une décision avec les éléments amenés par les référents et saisit ensuite les suivis régionaux ou secrétaires départementaux pour convoquer ensemble l'adhérent mis en cause et lui signifier les décisions.

Le mis en cause peut faire appel des décisions auprès de la commission des conflits.

1



La victime saisit le

2



qui saisit les référent·e·s selon le cas du

3



qui portent le dossier devant leur commission des conflits

4



5

qui statue sur le sort de l'agresseur

6

saisit les suivis régionaux ou secrétaires départementaux pour convoquer ensemble l'adhérent mis en cause et lui signifier la décision.

7

Le mis en cause peut faire appel devant la commission des conflits.

9

EXTRAITS DES STATUTS ACTUELS

EXTRAIT DES STATUTS DU PCF

« Le non-respect des conclusions de la commission peuvent entraîner la suspension de droit. Les motifs d'exclusion du Parti communiste français sont la mise en cause délibérée des valeurs fondamentales d'intégrité et de dignité humaine, la corruption, ainsi que l'appartenance à un autre parti politique. Cette mesure exceptionnelle d'exclusion est proposée par l'instance à laquelle appartient l'adhérent·e ou par toute autre instance concernée. Celle-ci doit saisir la commission nationale de médiation et de règlement des conflits qui infirme ou confirme la proposition d'exclusion. »

EXTRAITS DES STATUTS DU MJCF

adoptés par le 42^e congrès des 25, 26 et 27 janvier 2019

Article 40 Le MJCF se dote d'une commission nationale issue du Conseil national pour traiter la question des violences sexuelles et sexistes. Une coordinatrice nationale en est membre et l'anime. Elle est composée aux deux tiers par des femmes.

Article 41 Le non-respect des valeurs fondamentales d'intégrité et de dignité humaine peut entraîner la perte de la qualité d'adhérent ou d'adhérente. Cette mesure exceptionnelle est réalisée dans le cadre de la fédération, en lien avec la direction nationale via la suivie ou le suivi de la fédération. Si elle ne convient pas à l'adhérent ou adhérente concernée, elle ou il peut saisir la coordination nationale. Si elle ou il estime que la décision n'est toujours pas juste, la coordination nationale se réserve le droit de faire appel à la commission de conciliation comme inscrit dans l'article 39. Il revient à la coordination nationale ou fédérale d'accompagner les victimes selon leur volonté vers les structures compétentes pour leurs démarches qu'elles soient juridiques, administratives, associatives. L'anonymat des victimes doit être garanti.

ÉLÉMENTS JURIDIQUES CLÉS SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

DÉFINITION ET CHIFFRES CLÉS

Le responsable des violences sexuelles est toujours son auteur, quelles que soient les circonstances.

Les violences sexuelles désignent tous les actes sexuels (attouchements, caresses, pénétrations...) commis avec violence, contrainte, menace ou surprise, ainsi que les actes relevant du harcèlement sexuel. Ces violences portent atteinte aux droits fondamentaux de la personne, notamment à son intégrité physique et psychologique. Elles visent à prendre le pouvoir et à dominer l'autre. Le responsable en est l'auteur, quelles que soient les circonstances.

Aussi, quelle que soit la forme de violence sexuelle, les conséquences pour les victimes sont importantes, nombreuses et durables, notamment anxiété, trouble du sommeil et/ou de l'alimentation, peurs intenses, culpabilité, dépression, isolement, conduites à risque ou agressives, tentatives de suicide... Ces manifestations sont propres à chaque victime et variables dans le temps, mais 54 % des victimes de viols ou de tentatives de viol déclarent que ces agressions leur ont causé des blessures physiques, qu'elles soient visibles ou non, et 72 % des victimes affirment souffrir de dommages psychologiques plutôt ou très importants. Pour 64 % des femmes victimes, l'agression a entraîné des perturbations de la vie quotidienne, notamment dans leurs études ou leur travail. Dans tous les cas, la victime doit être aidée et accompagnée.

On parle de violences sexistes (machistes, patriarcales...) au sujet des violences faites aux femmes parce qu'elles sont femmes. Il s'agit de la manifestation la plus brutale et la plus visible des inégalités entre femmes et hommes. Selon Eve Ensler (dramaturge et féministe américaine, auteure des *Monologues du vagin*) : « Le mécanisme des violences est ce qui détruit les femmes, contrôle les femmes, diminue les femmes et maintient les femmes à leur soi-disant "place" ». Ainsi, si 86 % des victimes des violences sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie en France sont des femmes, 99 % des personnes condamnées pour violences sexuelles sont des hommes.

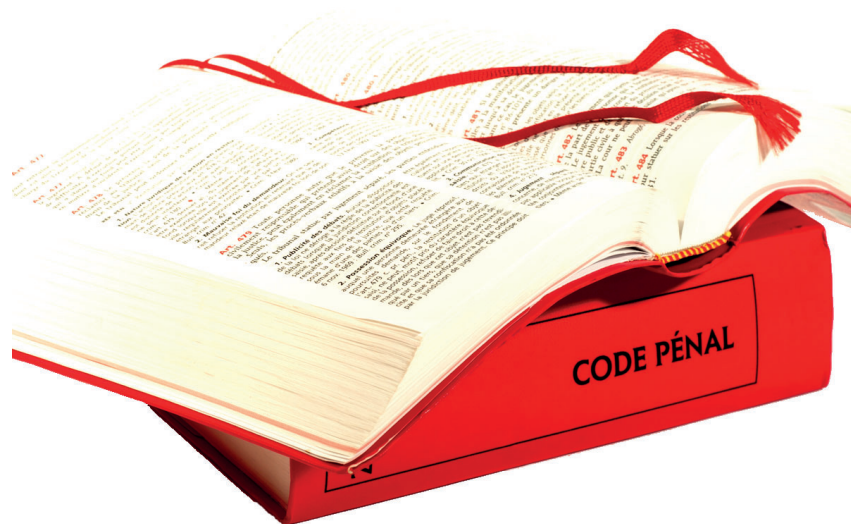
Aussi on peut noter que la violence masculine contre les femmes ne connaît aucune frontière géographique, aucun âge limite, aucune barrière de classe ou distinction culturelle. Elle se manifeste sous différentes formes et les auteurs vont des partenaires intimes et membres de la famille, collègues de travail et connaissances, aux inconnus et acteurs institutionnels. Tous les types de

violence masculine contre les femmes sont liés et forment un *continuum de violence* (conceptualisé par Liz Kelly, professeure et directrice de l'Unité des études sur la maltraitance des femmes et des enfants à la London Metropolitan University en 1988) qui prend des formes très diverses, depuis des violations évidentes des droits des femmes à des formes plus subtiles de contrôle sur la vie, le corps et la sexualité des femmes.

En 2017 en France, 94 000 femmes âgées de 18 à 75 ans ont déclaré avoir été victimes de viols et de tentatives de viol au cours de l'année. Il s'agit d'une estimation basse. Dans 91 % des cas, ces agressions ont été perpétrées par une personne connue de la victime. Dans 47 % des cas, c'est le conjoint ou l'ex-conjoint qui est l'auteur des faits. Suite aux viols ou tentatives de viol qu'elles ont subis, seules 12 % des victimes ont porté plainte (qu'elles l'aient ensuite maintenue ou retirée).

De leur côté, les forces de sécurité ont recensé, en France en 2017, 42 000 victimes de violences sexuelles (dont 17 000 de viol). Les mineur·e·s représentent plus de la moitié (56 %) des victimes connues, soit plus de 23 000 enfants et adolescent·e·s. Parmi eux près de 18 000 sont âgé·e·s de moins de 15 ans. Aussi, en 2016, l'enquête « Violences et rapports de genre » (VIRAGE) menée par l'INED (avec le soutien de la Ville de Paris) a mesuré que 14,5 % des femmes et 3,9 % des hommes âgés de 20 à 69 ans ont subi des violences sexuelles (viols, tentatives de viol, attouchements du sexe, des seins ou des fesses, caresses ou baisers imposés par la force) au cours de leur vie.

Depuis le mois d'octobre 2017 et le début du mouvement #MeToo, le nombre de victimes de violences sexuelles connues des forces de sécurité sur une année a augmenté de 23 %.



LA LOI

Tout acte sexuel (attouchements, caresses, pénétration...) commis avec violence, contrainte, menace ou surprise est interdit par la loi et sanctionné pénalement.

La contrainte suppose l'existence de pressions physiques ou morales, comme un pistolet sur la tempe ou dans le cadre d'une séquestration. La menace peut être le fait pour l'auteur d'annoncer des représailles en cas de refus de la victime, menace de coups, de tout dénoncer à l'époux ou de publier des images sur les réseaux sociaux. Il y a recours à la surprise lorsque par exemple la victime était inconsciente ou en état d'alcoolémie, mais aussi lorsqu'elle n'est pas en capacité d'identifier son partenaire (si la victime se trompe de frère jumeau, si un autre homme l'attend dans sa tente de camping mais que ce n'est pas son partenaire habituel ou si l'auteur a utilisé un stratagème pour se faire passer pour quelqu'un d'autre).

L'article 222-2-1 du code pénal précise la définition de la contrainte et de la surprise, notamment lorsque les faits ont été commis sur une personne mineure :

- lorsque la victime est âgée de moins de 18 ans : « la contrainte morale mentionnée au premier alinéa du présent article ou la surprise mentionnée au premier alinéa de l'article 222-22 peuvent résulter de la différence d'âge existant entre la victime et l'auteur des faits et de l'autorité de droit ou de fait que celui-ci exerce sur la victime, cette autorité de fait pouvant être caractérisée par une différence d'âge significative entre la victime mineure et l'auteur majeur. »
- lorsque la victime est âgée de moins de 15 ans : « la contrainte morale ou la surprise sont caractérisées par l'abus de la vulnérabilité de la victime ne disposant pas du discernement nécessaire pour ces actes. »

Les peines encourues et les délais de prescription varient selon la nature des faits, l'âge de la victime et les éventuelles circonstances aggravantes.

Cas des victimes mineur·e·s

L'article 223-6 du Code pénal considère comme délictueux le fait de s'abstenir volontairement d'empêcher la réalisation d'un crime ou d'un délit contre l'intégrité corporelle d'une personne.

Par ailleurs, un·e mineur·e victime de viol ou d'agression sexuelle bénéficie de protection particulière, et ces actes sont sévèrement punis. Les personnes ayant connaissance de ces faits ont l'obligation de le signaler aux autorités.

Les référent·e·s du dispositif sont à ta disposition pour t'accompagner dans ces démarches.

Viol

(article 222-23 à 222-26 du Code pénal)

Le viol est un crime.

Il est défini par le Code pénal comme « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, contrainte, menace ou surprise. » Tout acte de pénétration sexuelle est visé : buccale, vaginale, anale, par le sexe, par le doigt, par un objet.

La peine encourue est de 15 ans d'emprisonnement. Elle est de 20 ans d'emprisonnement si le viol est commis avec une ou plusieurs circonstances aggravantes, notamment s'il est commis :

- sur une personne âgée de moins de 15 ans au moment des faits
- par le conjoint, le concubin ou le partenaire lié à la victime par un pacs ou ex-conjoint, ex-concubin ou ex-pacsé, y compris lorsqu'ils ne cohabitent pas
- sur une victime mise en contact avec l'auteur des faits par Internet
- en présence d'un mineur qui a assisté aux faits
- sur une personne particulièrement vulnérable (personne infirme, malade, enceinte) ou dépendante du fait de la précarité de sa situation économique ou sociale
- sous l'emprise de l'alcool ou de produits stupéfiants ou avec usage ou la menace d'une arme ou encore par plusieurs personnes (auteur ou complice)
- alors qu'une substance a été administrée à la victime, à son insu, afin d'altérer son discernement ou le contrôle de ses actes
- dans l'exercice de cette activité, sur une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle
- par une personne ayant une autorité de droit ou de fait sur la victime ou qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions.

La juridiction compétente est la cour d'assises. La victime peut demander le huis clos.

Le délai de prescription, c'est-à-dire le temps dont dispose la victime pour déposer plainte, varie selon l'âge de la victime au moment des faits :

- Lorsque la victime est majeure au moment des faits, elle doit déposer plainte dans un délai de 20 ans après le viol.
 - Lorsque la victime est mineure au moment des faits, ce délai est porté à 30 ans à partir de sa majorité, ce qui signifie que la victime peut déposer plainte jusqu'à ses 48 ans.
- Au-delà de ce délai, les faits sont prescrits.

Agressions sexuelles autres que le viol (articles 222-27 à 222-30 du Code pénal)

Les agressions sexuelles autres que le viol sont des délits.

Elles sont définies comme « un acte à caractère sexuel sans pénétration commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte, menace ou surprise ». Il peut s'agir par exemple de caresses ou d'attouchements de nature sexuelle.

Depuis 2013, constitue également une agression sexuelle « le fait de contraindre une personne par la violence, la menace ou la surprise à se livrer à des activités sexuelles avec un tiers » (article 222-22-2 du Code pénal).

La peine encourue est de 5 ans et de 75 000 € d'amende. Elle est augmentée jusqu'à 7 ou 10 ans lorsque l'agression est commise avec une ou plusieurs circonstances aggravantes mentionnées ci-dessus pour le viol.

La juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

La victime majeure doit déposer plainte dans un délai de 6 ans après l'agression sexuelle. Au-delà, les faits sont prescrits.

Ce délai est porté à 20 ans après la majorité de la victime si l'agression sexuelle a été commise sur une personne mineure de moins de 15 ans. C'est-à-dire que la victime peut porter plainte jusqu'à ses trente-huit ans. Il en est de même pour les atteintes sexuelles sur mineur·e de moins de 15 ans commises notamment par ascendant ou toute personne ayant autorité ainsi que par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions.

Pour les agressions sexuelles commises sur un mineur âgé de 15 ans à 18 ans et pour les atteintes sexuelles sans circonstance aggravante, le délai est de 10 ans à partir de la majorité de la victime. C'est-à-dire qu'elle peut porter plainte jusqu'à ses vingt-huit ans. Au-delà, les faits sont prescrits.

Administration de substances

en vue de commettre un viol ou une agression sexuelle
(article 222-30-1 du Code pénal)

Est un délit « le fait d'administrer à une personne, à son insu, une substance de nature à altérer son discernement ou le contrôle de ses actes afin de commettre à son égard un viol ou une agression sexuelle. »

La victime doit déposer plainte dans un délai de 6 ans après les faits.

La juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

Ce délit est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

Lorsque les faits sont commis sur un·e mineur·e de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable, les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et à 100 000 € d'amende.

Exhibition sexuelle

(article 222-32 du Code pénal)

L'exhibition sexuelle est un délit défini par le code pénal comme « le fait d'imposer une exhibition sexuelle à la vue d'une personne non consentante dans un lieu accessible aux regards du public ».

La victime doit déposer plainte dans un délai de 6 ans après l'exhibition.

La juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

La peine encourue est de 1 an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Voyeurisme

(article 226-3-1 du Code pénal)

Le voyeurisme est un délit défini par le Code pénal comme « Le fait d'user de tout moyen afin d'apercevoir les parties intimes d'une personne que celle-ci, du fait de son habillement ou de sa présence dans un lieu clos, a caché à la vue des tiers, lorsqu'il est commis à l'insu ou sans le consentement de la personne. »

La victime doit déposer plainte dans un délai de 6 ans après les faits.

La juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

La peine encourue est de 1 an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Harcèlement sexuel

(article 222-33 du Code pénal)

Le harcèlement sexuel est un délit.

Il est défini comme le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui :

- soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant
- soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

L'infraction est également constituée :

- Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée.
- Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

Ces deux derniers cas ont principalement pour objet de réprimer les faits de « cyber-harcèlement », qui sont fréquemment commis par plusieurs personnes dont aucune n'a cependant agi de façon répétée.

L'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique est par ailleurs une circonstance aggravante du harcèlement sexuel.

Attention : dans l'infraction de harcèlement sexuel, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique ou de travail entre l'auteur des faits et la victime. L'auteur peut être une connaissance, un collègue, un cadre sportif, un formateur, l'agent d'une autre entreprise ou un supérieur hiérarchique, un client ou un usager. La juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

La peine encourue est de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende. En cas de circonstances aggravantes (notamment en cas d'abus d'autorité ou de faiblesse, par exemple due à sa situation économique), les peines peuvent être portées à 3 ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende.

La victime doit déposer plainte dans un délai maximal de 6 ans. Le harcèlement sexuel est considéré comme une infraction d'habitude, c'est-à-dire commise de façon répétée sur une période plus ou moins longue. Le délai de 6 ans commence à partir de l'acte le plus récent de harcèlement.

Harcèlement sexuel et agissements sexistes dans le Code du travail

(articles L. 1153-1 et L. 1142-2-1, voir

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle>)

et dans le Statut général de la fonction publique

(articles 6 bis et 6 ter de la loi portant droits et obligations des fonctionnaires)

Aucun salarié ni agent public ne doit subir des faits :

- Soit de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.
- Soit assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers ».

Aucun salarié ou agent public ne doit subir d'agissement sexiste, défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. Cette nouvelle qualification vient permettre de sanctionner les actes de sexisme ordinaire qui ne rentrent pas dans la qualification de harcèlement sexuel : des remarques non répétées sur l'apparence, les éternelles blagues sur les blondes ou même imposer l'écoute d'une émission de radio dans lesquels les discours, même sur le ton de l'humour, sont ouvertement sexistes (genre *les Grosses têtes* de RTL), minimiser les compétences sur la base du sexe (de type « *C'est un travail de bonhomme* »). Pour être reconnu, il faut réunir trois conditions :

- Subir un comportement non désiré de quelque nature qu'il soit
- Ce comportement doit porter atteinte à la dignité ou créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant
- L'existence d'un lien entre cet agissement et le sexe de la personne.

Aucun salarié ou agent public ne doit subir de mesure discriminatoire parce qu'il a témoigné de faits de harcèlement sexuel ou d'agissement sexiste ou parce qu'il les a relatés.

Hors la procédure pénale, la juridiction à saisir est la suivante :

- le conseil des prud'hommes si la victime est salariée du secteur privé
- le tribunal administratif si la victime est agent public.

La victime doit présenter des faits permettant de présumer l'existence d'un harcèlement sexuel. Il appartient ensuite à la personne accusée de démontrer que ces faits ne sont pas constitutifs d'un harcèlement sexuel.

Dans une entreprise, toute organisation syndicale représentative peut, avec l'accord écrit de la personne harcelée, engager à sa place une action en justice.

Il appartient à l'employeur, qu'il soit public ou privé, de prendre toutes dispositions nécessaires en vue de prévenir les faits de harcèlement sexuel ou d'agissement sexiste, d'y mettre un terme et de les sanctionner.

13

CYBERHARCÈLEMENT

Nous alertons sur l'utilisation des réseaux sociaux par toutes et tous. S'ils peuvent être des outils précieux pour dénoncer, et révéler des violences, malheureusement la toile a aussi une longue mémoire dans le temps et des gens malveillants, voire des prédateurs, l'utilisent aussi. On peut y voir aussi des harceleurs, des *fake news*, des personnes elles-mêmes violentes s'acheter à bon compte une sorte « d'impunité sociale » par un *tweet*, des *outings* forcés, du cyberharcèlement en meute raciste, sexiste, LGBT-phobe, dont nombre de camarades sont malheureusement victimes...

Le cyber harcèlement est une violence qui marque dans le réel !

- Recourir aux applis de protection comme « bodyguard »
- Faire des captures d'écran si besoin, consulter un avocat, porter plainte !
- Saisir la plateforme *Pharos* du gouvernement : <https://www.internet-signalement.gouv.fr/PortailWeb/planets/Accueil!input.action>.

Internet est un espace de liberté où chacun peut communiquer et s'épanouir. Les droits de tous doivent y être respectés, pour que la toile reste un espace d'échanges et de respect. C'est pourquoi les pouvoirs publics mettent ce portail à votre disposition. En cliquant sur le bouton *signaler*, vous pouvez transmettre des signalements de contenus ou de comportements illicites auxquels vous êtes confrontés en utilisant Internet.

D'autre part, les réseaux sociaux peuvent être un puissant outil de communication politique mais il faut être conscient qu'ils ne favorisent pas la prise en toute sérénité de décisions démocratiques et sont souvent une caricature violente de la réelle pensée de tout un chacun. Les réseaux sociaux ne remplacent en aucun cas les assemblées délibératives statutaires dont le MJCF et le PCF sont dotés !

VIOLENCES SEXUELLES ET TRAUMATISME PSYCHIQUE

Les violences sexuelles sont les violences qui ont les conséquences sur la santé psychiques et physiques les plus durables et les plus importantes, avec la torture.

Elles forment des traumatismes qui sont à l'origine des plus forts taux de troubles psychotraumatiques tels que les états de stress post-traumatiques (ESPT) : 80 % des victimes de viols et 60 % de victimes d'agressions sexuelles peuvent présenter des troubles psychotraumatiques (contre 24 % des victimes de traumatismes en général). Ces troubles psychotraumatiques s'installent dans la durée souvent sur toute la vie si les victimes ne bénéficient pas de prise en charge spécialisée. Ces violences peuvent avoir un impact sur la mémoire, les perceptions, le vécu de la victime. Cela retentit fortement sur la santé physique et psychique des victimes, sur leur comportement, et sur leur vie sociale, scolaire, professionnelle, personnelle, familiale et amoureuse. Un vécu de violences prédispose à subir d'autres violences.

Pour comprendre comment une agression sexuelle ou un viol peuvent être à l'origine d'une telle souffrance, il faut comprendre le fonctionnement de la peur chez l'être humain. Dans la peur « normale », deux structures interviennent principalement dans le contrôle émotionnel : l'hippocampe (impliqué dans la formation de la mémoire à long terme) et l'amygdale (impliquée dans la peur et la mémoire émotionnelle). L'amygdale est à l'origine de nos réactions en situation de peur. Lorsqu'on a peur, des hormones sont générées pour stimuler la survie :

14

augmentation du rythme cardiaque, de la pression artérielle, amélioration de l'apport en oxygène ou en glucose des organes et muscles, etc. Cela permet de mieux mobiliser le corps dans la défense ou dans la fuite. On peut alors faire preuve d'une réaction motrice immédiate, par une voie neurologique courte, le réflexe.

Une voie longue permet ensuite l'analyse de la situation en stimulant nos représentations conceptuelles, nos connaissances acquises mémorisées notamment grâce à l'hippocampe, permettant d'adapter la réponse au contexte et à divers paramètres. C'est par exemple ces réactions qui vont nous permettre d'éviter un accident de la route lors d'une situation dangereuse : par une réaction réflexe (braquer ou freiner par exemple), complétée par une réaction adaptée, logique et apprise (mettre ses feux de détresse, s'assurer que les passagers vont bien...) Bien que la peur ait été forte, on était en mesure de réagir et lorsque la tension sera tombée, l'événement pourra être raconté de façon relativement précise. Cette expérience vient alors enrichir la mémoire et structurer notre vécu.

Dans le cas de la formation d'un traumatisme, le circuit de traitement normal de la peur ne peut pas être réalisé. Lorsqu'une situation est inconcevable, inattendue, terrorisante, et que l'effondrement de nos conceptions et certitudes est fort, comme ça peut être le cas lors d'un viol, la victime vit une effraction psychique. Cela est particulièrement fort quand la victime ne s'attend pas à vivre des violences, dans un lieu ou avec une personne avec qui elle sent en sécurité. Le cerveau ne peut pas réagir de façon logique à cet événement, trop en décalage avec nos représentations. La victime ressent une impuissance totale. Il s'agit de la sidération. La victime est sidérée, ce qui ne permet pas de fuite, ou de se défendre. Le corps emmagasine la peur ressentie, les décharges d'hormones qui augmentaient le rythme cardiaque, notamment, font courir un risque vital à la victime (risque d'arrêt cardiaque, de toxicité cérébrale...) tandis que la sidération l'empêche de se protéger.

Se met alors en place un mécanisme de protection du corps : comme pour un circuit électrique, le circuit « saute », « disjoncte ». Des structures comme l'amygdale s'éteignent, le pic d'hormones s'apaise, le risque vital est écarté. Le traumatisme se poursuit, mais la réaction de peur est abolie ou diminuée, il y a une anesthésie psychologique et physique momentanée.

L'agression se poursuivant, les informations continuent à arriver, à être partiellement traitées, mais sans y associer le ressenti émotionnel, et sans la souffrance, ce qui n'est pas normal et habituel. La victime ressent cette déconnexion, l'impression étrange d'une anesthésie. C'est irréel, on est comme spectateur de ce qui nous arrive. C'est ce qu'on appelle la dissociation.

Du fait de la rupture du circuit, les informations qui arrivent (stimulations visuelles, auditives, tactiles, repérage dans l'espace et le temps) ne peuvent plus être traitées correctement. L'hippocampe ne reçoit plus correctement les informations de l'amygdale. La mémorisation des événements est perturbée. Parfois l'amnésie est même totale. La mémoire émotionnelle est piégée dans l'amygdale, enfermant la victime dans une peur conditionnées qui peut sembler irrationnelle, car l'hippocampe n'a pas pu jouer son rôle modulateur : le souvenir traumatique n'a pas pu être analysé, organisé. Il forme il forme ainsi la mémoire traumatique.

La déconnexion de l'amygdale entraîne donc un arrêt du risque vital et une analgésie émotionnelle et physique au prix de symptômes dissociatifs importants, de troubles de la mémoire et d'une mémoire traumatique source d'une grande souffrance.

En effet, la mémoire traumatique est une bombe à retardement, qui peut être déclenchée par des stimuli inattendus (bruits, odeurs, lieux...) que la victime ne connaît pas à l'avance. La peur, voire la terreur alors ressentie ne peut être canalisées ou calmée par des pensées rationnelles, les structures du cerveau permettant leur création étant coupées de l'amygdale au moment de la formation du traumatisme. La même angoisse, la même peur ou terreur peut refaire surface à tout moment, telle qu'elle était ressentie lors de la violence initiale, avant la disjonction. Il s'agit du stress post traumatique. Sans soins, la victime va tenter de se protéger de cela par :

- hypercontrôle et hypervigilance : méfiance constante, état d'alerte, accompagnés de troubles du sommeil, de la concentration et de l'attention.
- conduites d'évitement : quand des

stimuli sont identifiés comme réveillant le trauma, ils vont être évités à tout prix. Les conduites d'évitement ont un impact sur la vie sociale et affective, avec un retrait, le développement de phobies ou d'obsessions, une intolérance au changement et au stress, etc.

Malgré ces stratégies, la mémoire traumatique peut tout de même se réveiller. Alors, la victime va se retrouver dans le même état de sidération, de détresse, de risque vitale que lors de l'agression.

Cet état peut la pousser vers des conduites dissociantes (auto-mutilation, mise en danger, consommation de psychotropes, etc...) qui permettent de nouvelles disjonctions anesthésiantes mais renforcent la mémoire traumatique.

Cette mémoire traumatique, sans soins, reste une torture pour la victime. Heureusement, des soins sont possibles, bien que longs et souvent coûteux. Ils vont consister à réaliser les traitements émotionnel, analytique et mnésique manquants des événements afin de les intégrer en mémoire épisodique et calmer la souffrance.

TEXTES DE RÉFÉRENCE NUMÉROS UTILES

Textes de référence

Code pénal : article 222-33.

Peines en cas de harcèlement sexuel

Code du travail : articles L. 1153-1 à L. 1153-6.

Protection des salarié·e·s

Code du travail : articles L. 1154-1 et L. 1154-2

Action devant le conseil des prud'hommes

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : article 6^{ter}.

Protection des agents publics

Circulaire du 12 novembre 2012 relative au harcèlement et à la discrimination au travail.

Que faire quand en militant on est témoin de violences sexistes et sexuelles ?

Plusieurs cas de figures :

À l'extérieur du PCF, les contacts et numéros utiles, numéros nationaux :

- numéro national contre les violences faites aux femmes 3919 (gratuit et invisible sur les factures)
- SOS viols femmes informations (CFCV) 0800 05 95 95.

Dans le cadre du travail : Association européenne contre les violences faites aux femmes : 01 45 84 24 24, les syndicats.



stopviolences@pcf.fr

Si l'agression a lieu au sein des instances militantes du PCF, tu peux en plus de la police et des associations spécialisées saisir le dispositif *Stop violences* mis en place par le parti et composé de Delphine Zoughebi, Corinne Matignon, Dominique Tripet et Gilles Garnier en envoyant un mail à : stopviolences@pcf.fr

COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

VIOLS FEMMES INFORMATIONS

N° national 0 800 05 95 95

APPEL GRATUIT / ANONYME / LUN-VEN 10H-19H



NOUS POUVONS VOUS AIDER
VIOLS-FEMMES-INFORMATIONS 0800 05 95 95



0 800 05 95 95

Viols Femmes Informations

N° anonyme et gratuit



DISPOSITIF

HARCÈLEMENT ET AGRESSIONS SEXUELLES : TOLÉRANCE ZÉRO !

Est considéré comme

Harcèlement sexuel

le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, ou créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

Agression sexuelle

un acte à caractère sexuel sans pénétration commis sur la personne d'autrui ou imposé à autrui sur sa propre personne ou un tiers, par violence, contrainte, menace ou surprise.

Viol

une agression sexuelle avec pénétration commise sur autrui ou imposée à autrui sur sa propre personne ou un tiers sans le consentement de la victime.

VOUS ÊTES VICTIME OU TÉMOIN, VOUS N'ÊTES PAS SEUL·E.

Vous pouvez saisir

- le collectif féministe contre le viol : **0800 05 95 95**
- le dispositif interne du Parti communiste français : **stopviolences@pcf.fr**